

SHORT NEWS

Expulsions : pas de trêve

(da) - En février, après l'expulsion de plusieurs écoliers en partie arrêtés près de leurs écoles (woxx 1296), Jean Asselborn avait déclaré lors d'une conférence de presse : « Désormais, les enfants qui sont à l'école au Luxembourg depuis quatre ans ou plus pourront rester avec leurs familles, sous certaines conditions. » Il l'avait bien dit : « depuis quatre ans ». Voilà que, cette semaine, des habitants de la commune de Hobscheid se sont adressés au woxx avec le cas d'une famille originaire du Kosovo. La mère, d'origine bosniaque, et le père, d'origine serbe, ont quitté ce pays en 2012 - soit il y a trois ans - avec leurs enfants, suite à des menaces proférées à leur encontre par des membres de la communauté albanaise, majoritaire. Les deux enfants sont scolarisés au Luxembourg. Tandis que la fille de 11 ans ne pourrait pas finaliser l'école primaire au Luxembourg dans le cas d'une expulsion, le garçon de 16 ans ne pourrait plus continuer l'école tout court. Même si, juridiquement, tous les moyens semblent épuisés, les habitants de Hobscheid ne veulent pas les laisser partir comme ça : tout le village se mobiliserait contre leur expulsion, disent les soutiens. D'ailleurs, une page Facebook de soutien a été créée : « Lëtzebuerg ass eist Doheem Emilija 11, Balsa 16 ».

Sekundarschule: Keine alternativen Sparmaßnahmen

(da) - Im schwelenden Konflikt zwischen Claude Meisch und der „Intersyndicale“ den drei Lehrergewerkschaften Féduse, Apess und SEW hat Radio 100komma7 mit einem pikanten Detail für neuen Gesprächsstoff gesorgt: Der Bildungsminister soll in den Verhandlungen eine von den Gewerkschaften vorgeschlagene alternative Sparmaßnahme abgelehnt haben. Die „Intersyndicale“ hatte vorgeschlagen, eine Basis-Entschädigung, die Lehrer, Schuldirektoren und Regierungskommissare für ihre Teilnahme an den Examenskommissionen erhalten, abzuschaffen. Rund 630.000 Euro hätten dadurch angeblich eingespart werden können. Nach Ansicht der Gewerkschaften ist die Absage Meischs damit zu erklären, dass durch die Abschaffung der Entschädigung Mitarbeiter des Erziehungsministeriums betroffen gewesen wären. Zehn dieser Kommissare würden für ihre Teilnahme an den Examenskommissionen im Schnitt rund 17.000 Euro brutto pro Person erhalten. In einem an Premierminister Bettel gerichteten Brief beschwert sich die „Intersyndicale“ denn auch über Meischs Ablehnung gegenüber alternativen Sparvorschlägen und verlangt, den „sozialen Frieden“ in den Schulen wieder herzustellen.

Wasserrahmenrichtlinie schützt Weser

(lm) - Gilt die europäische Wasserrahmenrichtlinie für konkrete Projekte oder handelt es sich um eine allgemein gefasste Zielvorgabe? Mit dieser Frage hat sich das deutsche Bundesverwaltungsgericht an den Gerichtshof der EU gewendet - besagte Richtlinie verpflichtet die Mitgliedstaaten dazu, die Wasserqualität zu verbessern sowie Verschlechterungen zu verhindern. Im konkreten Fall ging es um die Ausbaggerung der Weser, welche zu einer solchen Verschlechterung führen könnte, unter anderem zu einer Erhöhung der Strömungsgeschwindigkeit und einer Zunahme des Salzgehalts. Das europäische Gericht entschied, dass die Richtlinie in solchen Fällen angewendet werden muss und gegebenenfalls dazu führt, dass Genehmigungen für derartige Projekte verweigert werden. Die Naturschutzorganisation BUND, die gegen die Ausbaggerung geklagt hatte, spricht von einem „substantiellen Fortschritt“, der nicht nur der Weser, sondern anderen Fließgewässern in Deutschland und Europa zugute komme. In einem Kommuniqué zählt sie ähnlich problematische Projekte an der unteren Donau und an der Oder und Elbe auf. Und natürlich die seit einem Jahrzehnt umstrittene Elbvertiefung, welche die Umweltschützer immer noch zu stoppen hoffen.

AKTUELL

GLYPHOSATE

Privés s'abstenir ?

Raymond Klein

Faut-il lutter contre les substances chimiques qui nous empoisonnent en faisant pression sur le commerce ? Et pourquoi vouloir interdire aux ménages ce qu'on tolère du côté des agriculteurs ? Éclaircissements sur le débat autour du glyphosate.



Il y a une semaine, le gouvernement jubilait : « La ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg, le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs Fernand Etgen et la ministre de la Santé Lydia Mutsch saluent l'initiative prise par plusieurs grandes surfaces et commerces luxembourgeois de retirer le glyphosate de leurs rayons. » Une action hautement vertueuse de Cactus et de quelques autres - et à mettre sur le compte de la sagesse gouvernementale : « Ceci montre que le commerce est prêt à prendre ses responsabilités et à agir selon le principe de précaution prôné par le gouvernement. » Le glyphosate est un herbicide commercialisé notamment par Monsanto sous le nom de Roundup, controversé depuis longtemps. Le débat sur sa nocivité a rebondi suite à un rapport de l'Organisation mondiale de la santé le classant comme « cancérogène probable ».

Laisser agir les consommateurs et les acteurs économiques plutôt que la politique, la stratégie a été reprise de ses prédécesseurs par la ministre de l'Environnement verte. Le gouvernement ne fait que « prôner » et laisse l'application de ce qu'il prône à la société civile - à défaut d'être efficace, cette approche évite au moins les conflits et les déconvenues.

Mais tous les politiciens ne l'entendent pas de cette oreille. En mai 2014, les députés verts Josée Lorsché et Henri Kox avaient suggéré aux ministres de la Santé et de l'Agriculture d'envisager des restrictions à l'usage du glyphosate. Refus cinglant : « Une interdiction des herbicides au glyphosate pour l'utilisation privée n'est pas prise en considération. » Quant au renouvellement de l'autorisation de vente au niveau européen, les ministres s'abritaient derrière le manque d'expertise en la matière : en attendant l'achèvement du dossier de réévaluation, la position du Luxembourg ne serait « pas encore définie ».

Notons que Greenpeace a, comme le gouvernement, salué la décision de

Cactus. Mais en ajoutant que le gouvernement devrait également prendre ses responsabilités en matière de protection des consommateurs. Et en renvoyant à sa pétition demandant « de suspendre l'utilisation du glyphosate dans les contextes où il en résulte une exposition à grande échelle pour la population ». La formulation est volontairement floue - pour le moment, l'effet cancérogène n'est pas prouvé.

Pipi pollué !

C'est surtout l'usage du glyphosate par les ménages qui est visé. Interdire l'usage d'un produit aux personnes privées tout en l'autorisant pour les professionnels peut paraître inique. Pourtant, du moins en théorie, les professionnels peuvent mieux se protéger, et contaminer des champs avec un produit cancérogène est d'une certaine manière moins dangereux que contaminer des jardins privés.

Le Mouvement écologique, dès mars de cette année, est allé bien plus loin : il a demandé que le gouvernement « retire, sans tarder, toutes les autorisations de vente de produits à base de glyphosate » et qu'il « s'engage à l'échelle européenne pour une interdiction générale de ces produits ». L'ONG renvoyait à une étude du BUND allemand ayant détecté des traces de glyphosate dans l'urine de 70 pour cent de la population et s'inquiétait de l'omniprésence d'une substance aux effets potentiellement dangereux.

Cela n'a pas empêché le Mouvement de « saluer expressément » l'initiative de Cactus et Hela, indiquant qu'il avait contacté la grande distribution pour l'inviter à retirer de la vente les produits à base de glyphosate. Tout en insistant sur la responsabilité du gouvernement de légiférer en la matière : « S'il est vrai que le consommateur doit agir de manière responsable, il est tout aussi vrai que les autorités politiques et les acteurs du secteur agricole doivent enfin assumer leur part de responsabilité dans ce dossier ! »